

Chiffres clés de l'emploi des personnes en situation de handicap dans la Fonction Publique en Hauts-de-France

Mars 2020 - Livrable 12

CHIFFRES-CLÉS

Une région qui enregistre un taux d'emploi supérieur à l'obligation légale :

6,82 %*



Fonction publique territoriale (FPT) :

7,80 %*



Fonction publique hospitalière (FPH) :

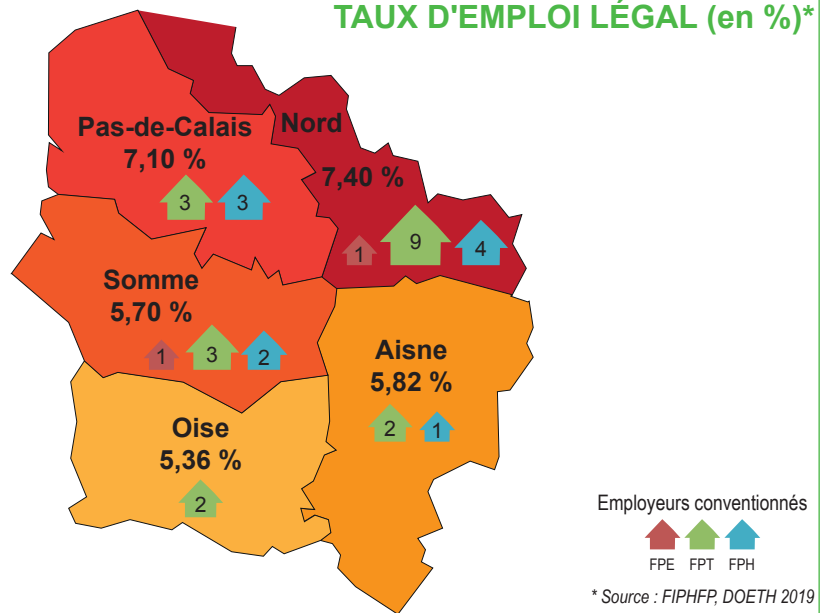
5,75 %*



Fonction publique de l'État (FPE) :

5,37 %*

TAUX D'EMPLOI LÉGAL (en %)*



Employeurs conventionnés
 FPE FPT FPH

* Source : FIPHP, DOETH 2019

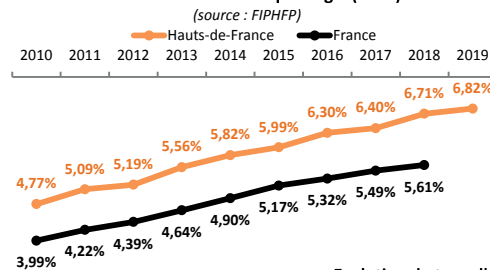
Dans les Hauts-de-France, le taux d'emploi légal est supérieur à l'obligation : 6,82 % en 2019. Il est surtout élevé dans la territoriale (7,80 %), ainsi que dans les départements du Nord (7,40 %) et du Pas-de-Calais (7,10 %).

En neuf ans, cet indicateur a augmenté de 43 % dans les Hauts-de-France, soit pratiquement autant qu'au niveau national (+ 41 % en huit ans). Cependant, le taux d'emploi était déjà meilleur dans la région en 2010 et il le reste en 2019.

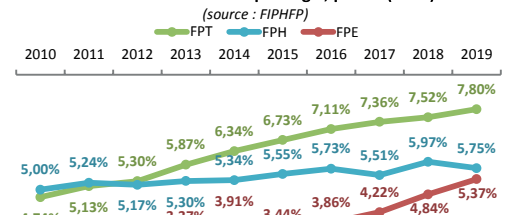
C'est au sein de la Fonction publique de l'État que l'on observe l'évolution la plus forte entre 2010 et 2019 (+ 121 %), augmentation qui reste importante au cours de la dernière année (+ 11 %).

Sur cette période, l'évolution a également été importante dans la Fonction publique territoriale (+ 64 %) et dans l'Oise (+ 61 %), mais la situation se stabilise.

Evolution du taux d'emploi légal (en %)



Evolution du taux d'emploi légal, par FP (en %)



EMPLOYEURS CONVENTIONNÉS EN RÉGION

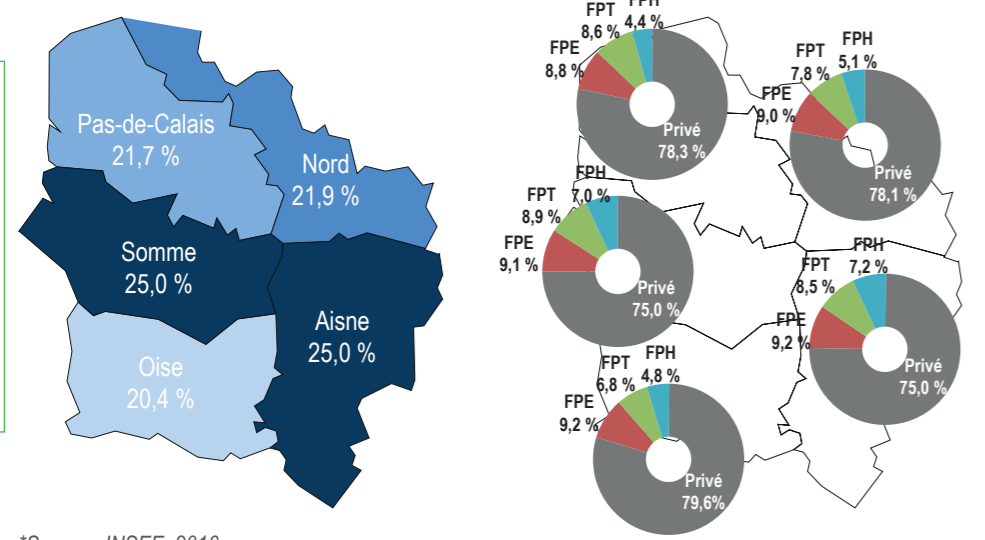
Actuellement, 31 employeurs des Hauts-de-France ont signé une convention avec le FIPHP :

19 dans la Fonction publique territoriale : les 5 Centres de gestion de la Fonction publique territoriale, les 5 Conseils départementaux, les mairies de Lille, Anzin, Condésur-l'Escaut, Grenay et Villeneuve-d'Ascq, la mairie et le CCAS de Roubaix, les métropoles d'Amiens et de Lille (Amiens métropole et Métropole Européenne de Lille) et la Région Hauts-de-France.

10 dans la Fonction publique hospitalière : les centres hospitaliers (CH) d'Abbeville, Arras, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Seclin-Carvin et Valenciennes, les CH de Lens et Hénin-Beaumont, les Etablissements publics de santé mentale (EPSM) de l'Aisne et de Lille métropole ainsi que l'EPSoMS-EPISSOS.

2 dans la Fonction publique de l'État : l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV) et l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF).

Part de l'emploi public, par territoire et par versant de la Fonction publique*

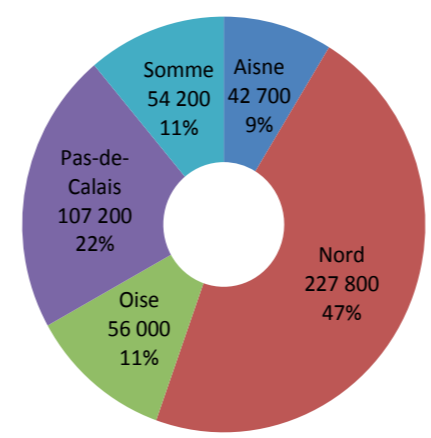


*Source : INSEE, 2016

En France, un emploi sur cinq se situe dans la fonction publique (20,5 %). Avec 487 800 emplois dans la Fonction publique au 1^{er} janvier 2016, ce taux est plus important dans les Hauts-de-France (22,2 %). Il est surtout plus élevé dans la Somme et dans l'Aisne où l'emploi public représente un quart des emplois.

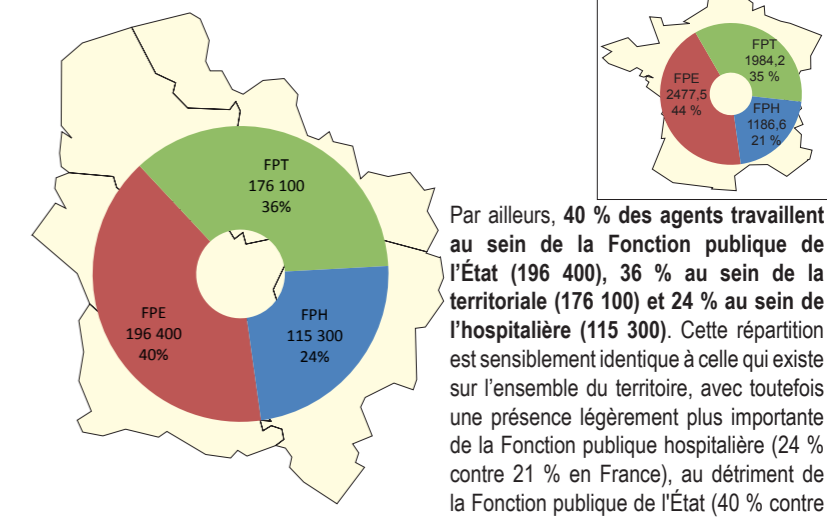
Quel que soit le territoire des Hauts-de-France, la part de l'emploi public dans la Fonction publique hospitalière est supérieure à la moyenne nationale : 4,3 % des emplois en France, contre 5,3 % dans les Hauts-de-France et plus de 7 % dans l'Aisne et la Somme. Dans une moindre mesure, c'est également le cas de la Fonction publique territoriale.

Nombre d'agents de la Fonction publique par département*



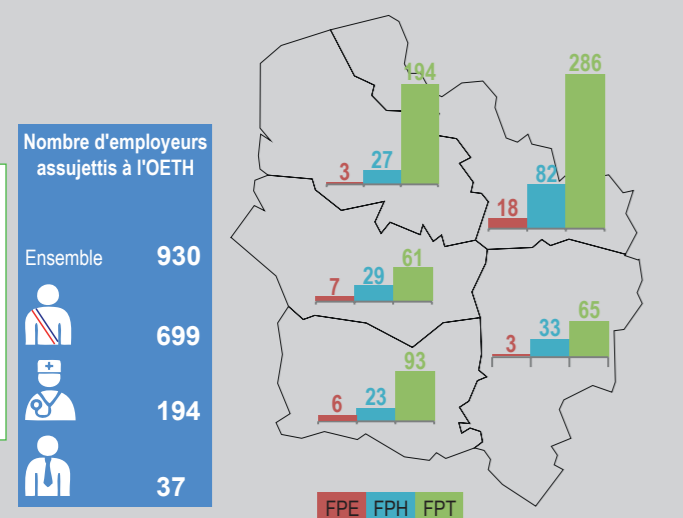
Dans les Hauts-de-France, le département du Nord concentre près de la moitié des emplois et, par conséquent, près de la moitié des emplois publics (227 800, soit 47 %). Le reste des agents travaille pour 22 % dans le Pas-de-Calais (107 200), 11 % dans l'Oise (56 000), 11 % dans la Somme (54 200) et 9 % dans l'Aisne (42 700).

Nombre d'agents de la Fonction publique en Hauts-de-France / France (en milliers)*



Par ailleurs, 40 % des agents travaillent au sein de la Fonction publique de l'État (196 400), 36 % au sein de la territoriale (176 100) et 24 % au sein de l'hospitalière (115 300). Cette répartition est sensiblement identique à celle qui existe sur l'ensemble du territoire, avec toutefois une présence légèrement plus importante de la Fonction publique hospitalière (24 % contre 21 % en France), au détriment de la Fonction publique de l'État (40 % contre 44 %).

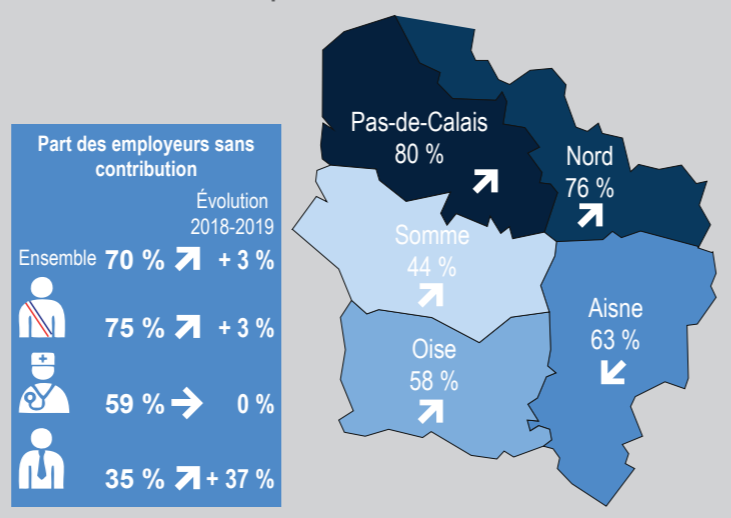
Nombre d'employeurs assujettis à l'obligation d'emploi*



Pour les services déconcentrés de l'État et les antennes régionales des établissements publics à caractère administratif, la DOETH est réalisée à l'échelle nationale par les Ministères et EPA sans distinction régionale.

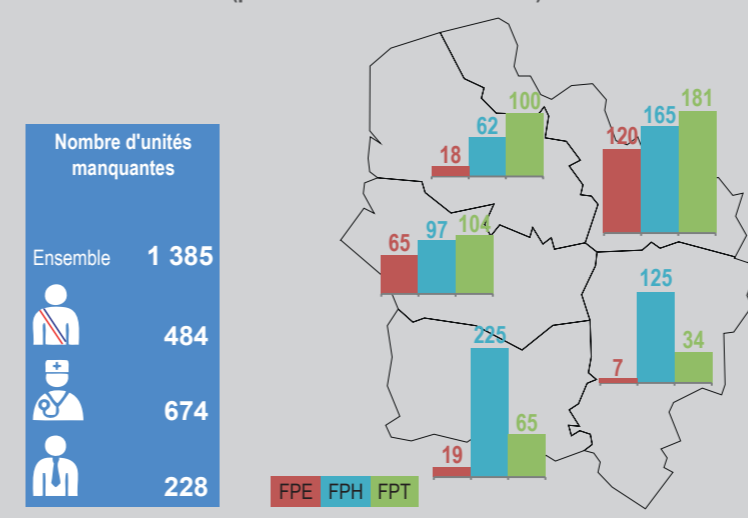
*Source : FIPHFP, DOETH, 2019

Part des employeurs publics assujettis à l'obligation d'emploi et ne versant pas de contribution au FIPHFP*

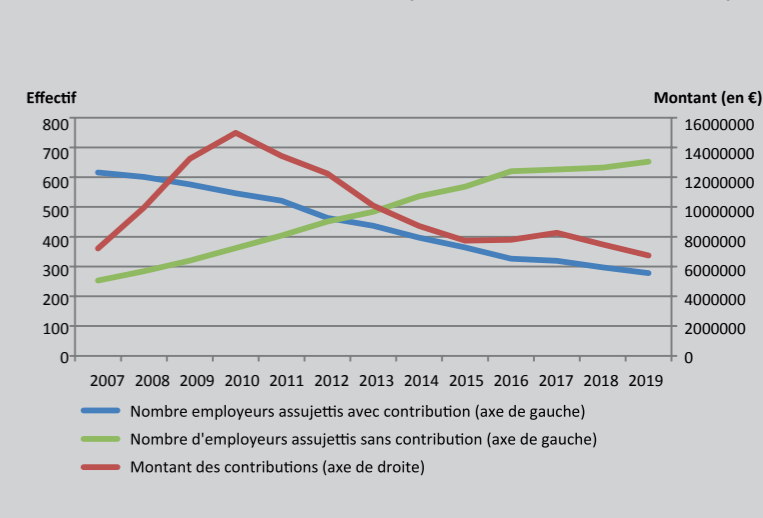


Dans les Hauts-de-France, 930 employeurs publics sont assujettis à l'obligation d'emploi (plus de 20 agents). Parmi eux, 70 % ne versent pas de contribution car ils atteignent le taux légal de 6 % de BOE. Ce taux est plus faible dans la fonction publique de l'État (35 %) et les départements de la Somme (44 %) et de l'Oise (58 %). Pour atteindre le taux de 6 %, il manque 1 385 unités sur la région, soit 1 385 bénéficiaires de l'obligation d'emploi ou équivalents. Le nombre d'unités manquantes est important dans la fonction publique hospitalière, notamment dans l'Oise (225) et l'Aisne (125). Il a augmenté dans la fonction publique territoriale.

Nombre d'unités manquantes* (pour atteindre le taux de 6 %)

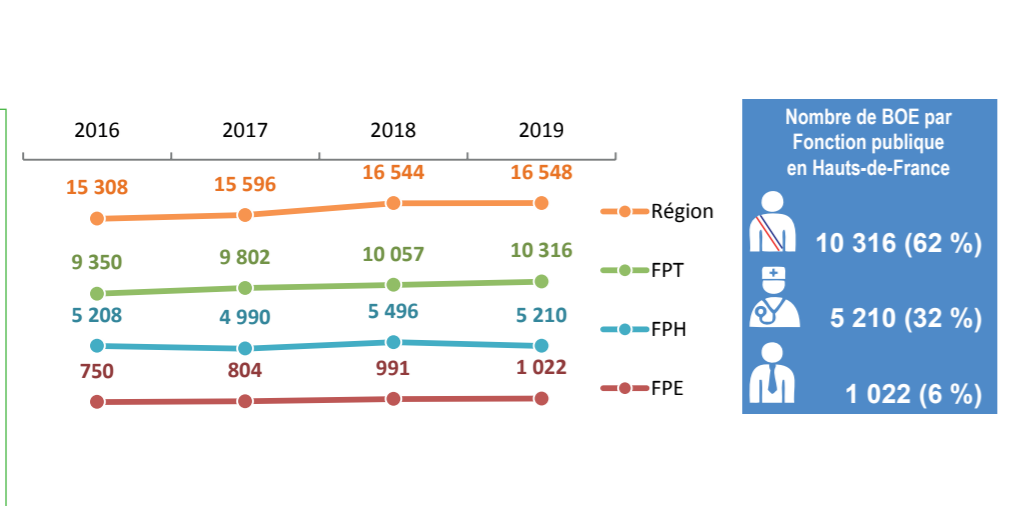


Evolution du nombre d'employeurs assujettis et du montant des contributions en Hauts-de-France (hors contributions forfaitaires)*



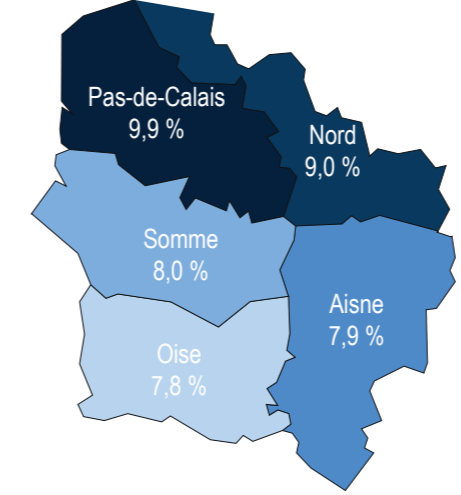
Au fil des années, le nombre d'employeurs versant une contribution au FIPHFP a diminué en même temps que le taux d'emploi légal augmentait : de 616 en 2007 à 278 en 2019. Par conséquent, le montant des contributions versées au FIPHFP a été divisé par plus de deux entre 2010 (près de 15 millions d'euros) et 2019 (6,7 M€).

Nombre de BOE en Hauts-de-France (Source : DOETH 2019)



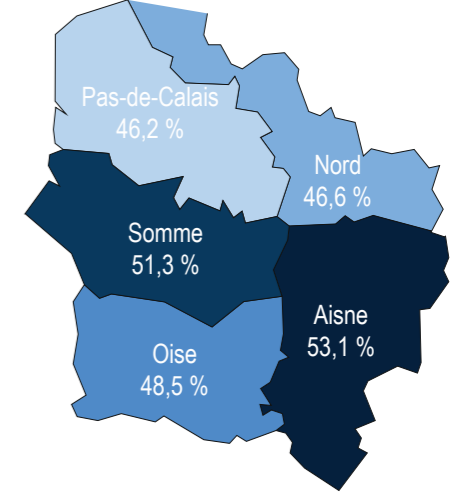
Dans la région, 16 548 agents de la Fonction publique sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE). Plus de la moitié d'entre eux est employée dans le département du Nord (8 873, soit 54 %) et près d'un quart dans le Pas-de-Calais (3 847, soit 23 %). Le nombre d'agents BOE est en augmentation bien que celle-ci soit relativement faible (+ 8 % entre 2016 et 2019). Les travailleurs handicapés sont sous-représentés au sein de la Fonction publique de l'État : seuls 6 % des BOE du public travaillent dans la Fonction publique de l'État (1 022) tandis que celle-ci concentre 40 % des agents. À l'inverse, les travailleurs handicapés sont surreprésentés dans la Fonction publique territoriale où l'on retrouve 62 % des BOE (10 316), mais seulement 36 % des agents de la Fonction publique. Tout en étant moins important, l'écart est tout de même notable au sein de la Fonction publique hospitalière, avec 32 % des BOE (5 210) contre 24 % des agents. Au niveau national, la répartition par versant de la Fonction publique montre moins d'écarts, mais des tendances identiques.

Part des demandeurs d'emploi BOE (Source : Pôle emploi via la DIRECCTE, 31/12/2019)



Dans les Hauts-de-France, 8,9 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE), cette proportion variant de 7,8 % dans l'Oise à 9,9 % dans le Pas-de-Calais. En 2019, la proportion de demandeurs d'emploi BOE a diminué de 2,4 % dans la région, avec une baisse importante dans l'aisne (- 7,5 %), mais une faible augmentation dans l'Oise et la Somme (+ 0,9 %).

Part des demandeurs d'emploi BOE de 50 ans et plus (Source : Pôle emploi via la DIRECCTE, 31/12/2019)



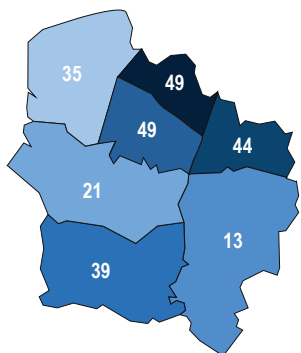
Près de la moitié des demandeurs d'emploi BOE a 50 ans ou plus : 47,7 % dans la région. Ce taux varie peu d'un département à l'autre (de 46,2 % dans le Pas-de-Calais à 53,1 % dans l'Aisne). Il continue d'augmenter faiblement dans tous les départements de la région : + 1,2 % en 2019.

MAINTIEN DANS L'EMPLOI (Source : Cap emploi, 2019)

Nombre de maintiens réussis dans la Fonction publique

En 2019, **250 agents des Hauts-de-France, accompagnés par un Cap emploi, ont été maintenus sur leur poste de travail (234) ou sur un autre poste de la structure (10)**. Rapporté à l'ensemble des parcours clos sur l'année hors raisons exogènes, cela représente un taux de maintien de 99,6 % (en y ajoutant les parcours clos pour raisons exogènes, le taux de maintien est de 92 %). Au niveau national, le nombre de maintiens annuel est de 2 056 et le taux de maintien dans l'emploi de 96,5 % (88 % avec les parcours clos pour raisons exogènes).

Le nombre de maintiens effectués au sein de la FPE est toujours proportionnellement très élevé (40 % pour 6 % des agents BOE). Cependant l'augmentation y est moins forte que dans les autres versants et la part des maintiens y est donc moins importante (elle était de 50 % en 2018). **Inversement, la part des maintiens au sein de la FPT augmente (39 % contre 28 % en 2018) et reste stable au sein de la FPH (21 % contre 22 % en 2018)**.

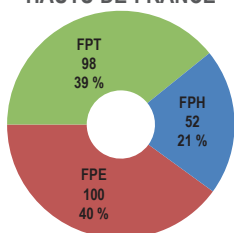


Évolution du nombre de maintiens réussis

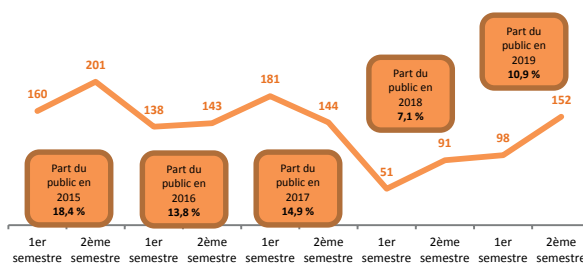
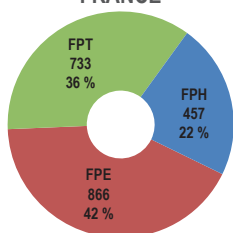
Après une forte baisse en 2018 (- 56 % dans la région et - 48 % en France), le nombre de maintiens réussis dans les Hauts-de-France a fortement augmenté en 2019 (+ 76 %), bien plus que sur le territoire national (+ 28 %). Les évolutions selon les territoires sont très variables. Le nombre de maintiens a été multiplié par 7 à Dunkerque & Saint-Omer et par 3,5 dans la Somme, deux territoires qui avaient connu une baisse très importante en 2018. En revanche, l'augmentation est très faible à Lille Douai VNE (+ 4 %).

Enfin, **les Cap emploi accompagnent très peu d'agents de la Fonction publique dans le maintien de leur emploi**. Tandis que la part de l'emploi public dans la région est de 22,2 %, seuls 10,9 % des maintiens réalisés en 2019 concernent des agents de service public (contre 18,4 % en 2015). Cette proportion est tout de même plus forte qu'en France (9,7 %).

Nombre de maintiens réussis par Fonction publique HAUTS-DE-FRANCE



Nombre de maintiens réussis par Fonction publique FRANCE



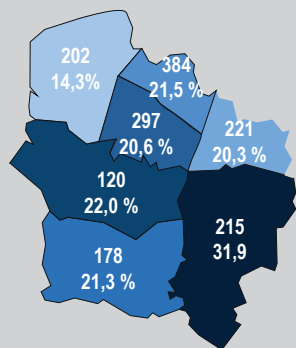
INSERTION PROFESSIONNELLE

(Source : Cap emploi, 2019)

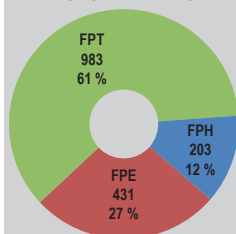
Nombre et part de placements Cap emploi dans la Fonction publique

Dans les Hauts-de-France, plus de 1 600 placements au sein de la Fonction publique ont été réalisés par les Cap emploi en 2019. **Cela représente 20,8 % des placements réalisés, soit presque autant que la part de la Fonction publique dans la région (22,2 %)**. C'est plus que ce qui est observé au niveau national où seulement 19,8 % des placements Cap emploi ont lieu dans le secteur public. Avec 215 placements, **ce taux est particulièrement élevé dans l'Aisne (31,9 %) et faible sur le territoire de Dunkerque & Saint-Omer (14,3 %)**.

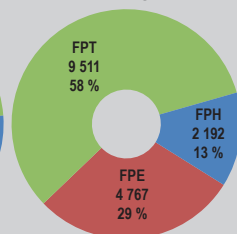
La part des placements dans la territoriale correspond à la part des BOE y travaillant (61 %). En revanche, les placements sont proportionnellement moins nombreux dans la FPH (12 % pour 33 % de BOE), ce qui est compensé par davantage de placements au sein de la FPE (27 % pour 6 % de BOE). Cette répartition est similaire à celle observée sur le territoire national.



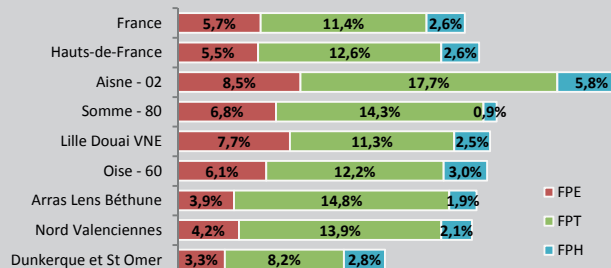
Nombre de placements par Fonction publique HAUTS-DE-FRANCE



Nombre de placements par Fonction publique FRANCE



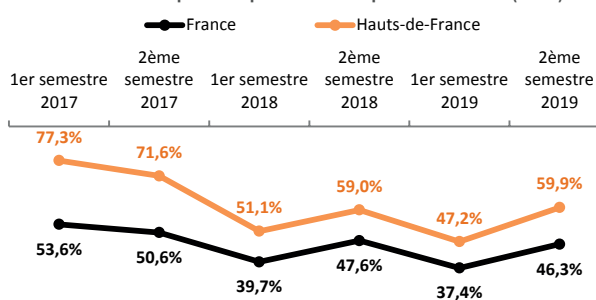
Part de placements dans la Fonction publique par territoire



Part de placements supérieurs à un an

En France, 46,3 % des personnes placées par un Cap emploi dans la Fonction publique signent un contrat d'au moins un an. **Cette proportion est beaucoup plus élevée dans les Hauts-de-France où 59,9 % des personnes placées ont signé un contrat long**. Cependant, en 2019, la part de placements longs a légèrement diminué, que ce soit en France (- 4 %) ou dans les Hauts-de-France (- 3 %). Une bonne nouvelle cependant : le nombre de CDI est en forte augmentation dans les Hauts-de-France (26 CDI signés en 2019 contre seulement 4 en 2018).

Evolution de la part des placements supérieurs à un an (en %)



Dans la région, en 2019, **la part des placements longs a surtout baissé dans la fonction publique hospitalière (- 21 %)**, tandis que la baisse a été légère dans la territoriale (- 7 %) et que **l'État a connu une augmentation (+ 14 %)**. De même, **la part des placements long a baissé dans les trois territoires les plus au Nord de la région (de - 10 à - 26 %)**, mais ce taux a augmenté sur les trois territoires de l'ex-Picardie, ainsi qu'à Arras Lens Béthune (de + 9 à + 22 %).

Part de placements supérieurs à un an par Fonction publique en Hauts-de-France

